

Nous avons augmenté les possibilités de concurrencer pour les achats du gouvernement dans l'autre pays. Nous avons créé des procédures et des institutions efficaces pour assurer l'application conjointe de l'accord et la résolution exécutoire des différends concernant l'application des mesures compensatrices et antidumping et on nous a donné du temps pour adapter ces lois aux nouvelles conditions du marché. Nous avons jeté les bases d'une coopération à venir en vue d'étendre et de consolider les avantages de l'accord.

Voici ce que cela représente pour les Canadiens. Les consommateurs paieront moins cher quand les droits de douane disparaîtront et qu'il n'y aura plus de concurrence. Des évaluations préliminaires montrent que la construction d'une nouvelle maison pourrait coûter 8 000 \$ de moins quand cet accord sera en vigueur. Un Canadien qui gagne 23 000 \$ par année aura 850 \$ de plus à dépenser par année.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Axworthy:** Où avez-vous pris cela?

**Mlle Carney:** Ils rient! Ils n'aiment pas ces faits. Je vais vous dire où je les ai pris. Je cite Andrew Cohen, le directeur de l'Association des consommateurs du Canada, qui a dit que l'accord de libre-échange bénéficiera à tous les consommateurs. Je vais citer d'autres Canadiens. Jack Carr, président du département d'économie de l'Université de Toronto, prédit qu'il y aura plus d'emplois, que les salaires seront plus élevés et que les avantages seront plus grands. Ce sont des biens et des services que nous exporterons aux États-Unis et non des emplois. David Culver, président-directeur général de l'Alcan, a dit: «Nous n'avons plus besoin de nous dire qu'il vaut mieux bâtir une usine aux États-Unis pour être sûr d'être à l'intérieur des barrières... Nous pouvons maintenant investir dans une plus grosse usine au Canada parce que nous sommes certains que la production de cette usine aura accès au marché des États-Unis». Multipliez cet exemple plusieurs fois et il en résulte une augmentation de l'emploi au Canada, c'est-à-dire environ 350 000 emplois de plus d'après le Conseil économique.

J'ai déjà dit que les secteurs canadiens des professions libérales et des services auront un meilleur accès au marché des États-Unis puisque leurs membres pourront y aller effectuer des travaux ou assurer le service après-vente. Chris Gree, président de l'Association canadienne des conseillers en administration a dit: «Je suis très très enthousiaste. Avec nos experts de calibre international et nos structures canadiennes, je pense que cela peut avoir d'énormes répercussions sur nos clients et sur notre profession».

Grâce aux changements apportés à la règle de l'origine et au maintien des garanties de l'Accord sur l'automobile, notre secteur de l'automobile pourra prendre de l'expansion. Norman Clark, président de la Société des fabricants de véhicules à moteur, a déclaré: «C'est une base raisonnable pour la libéralisation du commerce». Larry Buganto, président de l'Association des fabricants de pièces de véhicules automobiles du Canada, y voit un pas dans la bonne direction. Dean Wilson, président de l'Association des industries de l'automobile, a déclaré que cet accord allait ouvrir de vastes horizons au secteur après-vente de l'automobile. Il a ajouté: «Sachant déjà que

### *Les subsides*

nos travailleurs et nos usines sont tout aussi, sinon plus efficaces, que ceux des États-Unis, je prévois une saine hausse de nos ventes à l'exportation». Il éprouve le genre de confiance que nous recherchons.

Vous me faites signe, monsieur le Président, que j'ai presque épuisé mon temps de parole. J'aimerais demander à la Chambre la permission de poursuivre.

**M. le Président:** La ministre, je pense, désire une minute ou deux de plus pour terminer ses observations.

**Des voix:** D'accord.

**Mlle Carney:** Je prévois avoir besoin d'autant de temps que le chef du Nouveau parti démocratique.

Je tiens à dire un mot des agriculteurs canadiens qui auront plus facilement accès aux marchés américains, tout en faisant l'objet de moins de harcèlement. Le président du Conseil canadien du porc et président de l'Office de commercialisation des produits du porc de l'Alberta est favorable à cet accord. Il a dit: «Je suis extrêmement satisfait, le porc étant un produit particulièrement visé par l'attitude protectionniste américaine». M. Charles Gracey, porte-parole de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, a déclaré: «C'est un grand jour pour le Canada». Don Jarvis, vice-président de l'Association des fabricants de produits d'épicerie, a déclaré: «Nous allons avoir accès à un énorme marché aux États-Unis». Paul Sim, de l'Association canadienne des céréaliculteurs, a déclaré que cet accord allait éliminer l'épée de Damoclès que les protectionnistes américains allaient suspendre au-dessus de nos têtes.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mlle Carney:** C'est ça, moquez-vous des producteurs de blé canadiens!

Les pêcheurs et les travailleurs canadiens des usines de transformation du poisson obtiennent un meilleur accès.

Des débouchés assurés pour l'énergie canadienne attireront les investissements. Bob Lamond, président de Czar Resources, a déclaré: «Le PEN a détruit la confiance des investisseurs dans le secteur énergétique canadien, mais nous la voyons maintenant renaître».

Je voudrais parler en terminant du mécanisme de règlement des différends. Il nous donne un arbitre que nous n'avions pas. Cela donne confiance de savoir que les lois commerciales américaines risquent moins d'être appliquées injustement grâce à l'existence de cet arbitre. L'opposition dit que nous jouons au baseball avec des uniformes et des bâtons américains. Nous aimerions avoir un arbitre impartial qui dispose d'un mécanisme de règlement des différends.

Je m'accorde avec le député d'Oshawa pour dire que nous nous sommes lancés dans une entreprise historique. Je comprends qu'on tiennne ce genre de débat, mais je sais que les Canadiens sont des commerçants et des compétiteurs d'envergure mondiale. Qu'il s'agisse des pêcheurs de Terre-Neuve, des producteurs de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, des travailleurs ontariens de l'automobile ou des travailleurs du secteur recherche et développement dans l'Ouest, je sais qu'ils se réjouissent de la chance que notre gouvernement leur a donnée de montrer ce dont ils sont capables.